

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 116

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)

—————

Raccomandazione n. 755
sulla dimensione spaziale della Politica europea di sicurezza e di difesa

—————
Annunziata il 27 gennaio 2005
—————

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA
SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)**

Raccomandazione n. 755
sulla dimensione spaziale della Politica europea di sicurezza e di difesa

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'Assemblée,

(i) Constatant le rôle essentiel des systèmes spatiaux dans l'évaluation des situations et dans la conduite des forces engagées dans les récentes crises internationales;

(ii) Considérant que l'autonomie de la PESD ne pourra être assurée à terme sans une composante spatiale complète, incluant des stations de contrôle à terre ou embarquées, des centres de traitement des informations satellitaires et des satellites d'observation tout temps, de communications et de navigation;

(iii) Considérant que le retard technologique sur les Etats-Unis en matière de capacités réseaucentrées – notamment les capacités ISTAR (intelligence, surveillance, target acquisition and reconnaissance) – ne pourra être réduit que par un investissement financier, de recherche et industriel considérable et par le développement d'une capacité spatiale européenne de défense au service de la PESD et de l'OTAN;

(iv) Soulignant l'intégration croissante des systèmes d'armes modernes – avions, aéronefs sanspilote d'observation et de combat, systèmes robotisés et autonomes, moyens de commandement et de

contrôle (C2) terrestres, aériens et navals — à travers des réseaux interdépendants qui gèrent un flux croissant de données informatiques, audio et vidéo;

(v) Considérant que les moyens spatiaux, notamment les satellites d'observation et de communications, sont indispensables au bon fonctionnement et à l'efficacité de ces réseaux de défense;

(vi) Regrettant que la coopération européenne dans le domaine des capacités spatiales de défense reste marquée par la duplication des efforts et la dispersion des ressources financières et techniques dans des projets utiles mais de portée très limitée eu égard aux efforts mis en oeuvre en matière de recherche, technologie, développement et essais de défense;

(vii) Considérant que la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) ne peut pas se développer pleinement et être compétitive au niveau international dans les domaines de la haute technologie et de la technologie de défense à forte valeur ajoutée sans une solide composante spatiale;

(viii) Se réjouissant du lancement des programmes européens à double usage Galileo (satellites de navigation) et GMES (Global monitoring of Environment and Security), et de l'affirmation de la volonté européenne de maintenir une capacité autonome de lancements satellitaires;

(ix) Estimant que l'Agence européenne de défense doit accorder la priorité, dans ses nouvelles fonctions, aux programmes spatiaux et aux technologies connexes en coordination étroite avec le groupe de projets du Plan d'action européen sur les capacités et en coopération avec l'Etat-major de l'UE, lui-même agissant en consultation avec des experts nationaux et des représentants de l'ASD (Aerospace and defence industries association of Europe);

(x) Constatant la volonté des Etats membres de l'Union européenne de se doter de capacités politico-militaires renforcées pour la gestion de crises interna-

tionales et la conduite des missions de Petersberg;

(xi) Se félicitant des récentes décisions du Conseil européen visant à doter l'Union européenne d'une capacité de réaction rapide pour la gestion militaire de crises internationales, notamment par la création de « groupements tactiques » de 1 500 hommes prêts à être déployés très rapidement;

(xii) Soulignant l'effort de l'OTAN pour transformer ses capacités de manière plus dynamique par la mise en place de la Force de réaction de l'OTAN (FRO), force « technologique » de réaction rapide;

(xiii) Considérant que pour réussir, ces deux projets doivent répondre à des besoins très élevés en matière de renseignement et de traitement de l'information, qui nécessitent, parmi d'autres éléments, le C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance) et le recours à des moyens spatiaux d'observation et de communications;

(xiv) Considérant que seule une coopération européenne accrue peut répondre à ces besoins de manière cohérente et efficace, compte tenu de l'ampleur des enjeux économiques, de défense, industriels et technologiques qu'ils représentent;

(xv) Estimant que cette question doit faire l'objet d'un large débat, non seulement entre les gouvernements et les industries, mais aussi avec les parlements nationaux qui se prononcent sur les budgets engagés, en vue d'obtenir l'adhésion et l'assentiment des électeurs et contribuables européens,

1. RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO A S'EFFORCER DANS LE CADRE DE L'UE

1. D'établir rapidement un lien étroit entre l'Agence européenne de défense de l'UE, au sein de laquelle il convient de créer un bureau « espace », et l'Agence spatiale européenne pour traiter les be-

soins spécifiques des systèmes spatiaux aux fins de la PESD;

2. De développer une politique d'interopérabilité et d'échanges de capacités entre les systèmes spatiaux européens existants dans les domaines de l'observation et des télécommunications;

3. D'améliorer la réactivité du Centre satellitaire de l'Union européenne (Torrejón) en le dotant d'une véritable cellule militaire;

4. D'étudier l'utilisation de systèmes d'observation spatiale pour surveiller les zones frontalières, notamment maritimes, afin de lutter contre l'immigration illicite et les trafics de stupéfiants;

5. De soutenir vigoureusement le système Galileo, et plus particulièrement de définir les services attendus de ce système dans le domaine de la PESD, et de mettre

en place le financement du PRS (Public Regulated Service);

6. De mettre en place une politique de préservation à long terme de la capacité européenne autonome de lancement de satellites;

7. De soutenir les efforts de développement de systèmes spatiaux en coopération européenne, notamment à partir des programmes de démonstration technologique en cours (écoute électronique, alerte, liaisons laser, etc.);

8. De développer ces programmes de systèmes spatiaux pour la PESD en visant à donner à l'Union européenne les moyens d'acquérir en toute autonomie les informations dont elle a besoin pour prendre les décisions politiques en cas de crise, en cohérence avec l'Objectif global 2010.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 755
sulla dimensione spaziale della Politica europea di sicurezza e di difesa.**

L'Assemblea,

(i) Notando che le recenti crisi internazionali hanno dimostrato il ruolo fondamentale svolto dai sistemi spaziali ai fini della valutazione delle situazioni e dell'efficacia delle forze impegnate;

(ii) Considerando che non è possibile garantire l'autonomia della PESD nel lungo termine senza una componente spaziale completa, comprensiva di stazioni a terra e sistemi dispiegati nello spazio, centri di elaborazione dei dati satellitari e satelliti per l'osservazione *all weather*, per la comunicazione e per la navigazione;

(iii) Considerando che l'unico modo per cominciare a ridurre il divario tecnologico fra Europa e Stati Uniti nel campo delle capacità *network-centred* — e in particolare *l'intelligence*, la sorveglianza, le capacità di acquisizione degli obiettivi e di ricognizione (ISTAR) — è di compiere ingenti investimenti finanziari, di ricerca e industriali, e sviluppare una capacità europea di difesa spaziale utilizzabile dalla PESD e dalla NATO;

(iv) Sottolineando la crescente tendenza all'integrazione dei sistemi d'arma moderni — aerei, veicoli a pilotaggio remoto di ricognizione e combattimento, sistemi robotizzati e autonomi, sistemi di comando e controllo (C2) terrestri, aerei e navali — mediante reti indipendenti in grado di gestire il crescente flusso di dati informatici, audio e video;

(v) Considerando che i mezzi dispiegati nello spazio, e in particolare i satelliti per l'osservazione e la comunicazione, sono fondamentali affinché tali reti operino in modo corretto ed efficace;

(vi) Lamentando il fatto che la cooperazione europea nel settore delle capacità di difesa spaziale continua a risentire della duplicazione degli sforzi e della frammentazione delle risorse finanziarie e tecniche, investite in progetti che, ancorché utili, producono risultati effettivi limitati, a fronte di un importante impegno di ricerca, sviluppo tecnologico e collaudo;

(vii) Considerato che la base industriale e tecnologica europea non potrà svilupparsi a pieno e diventare competitiva a livello internazionale nel settore delle tecnologie di punta e a valore aggiunto senza un'adeguata componente spaziale;

(viii) Accogliendo con favore il lancio dei programmi europei a doppio utilizzo Galileo (navigazione satellitare) e GMES, e sostenendo a pieno l'obiettivo dichiarato di mantenere una capacità di lancio di satelliti autonoma;

(ix) Ritenendo che l'Agenzia europea della difesa dovrebbe dare la priorità, nel quadro dei propri obiettivi, ai programmi spaziali e tecnologie collegate, in stretto coordinamento con il relativo gruppo di progetto del Piano d'azione europeo sulle capacità (ECAP) e in collaborazione con lo Stato maggiore della UE, che si avvale

della consultazione di esperti nazionali e di rappresentanti dell'ASD (Aerospace and Defence Industries Association of Europe),

(x) Prendendo nota dell'obiettivo dichiarato degli Stati membri dell'Unione europea di acquisire maggiori capacità politiche e militari per la gestione internazionale delle crisi e lo svolgimento di compiti di Petersberg;

(xi) Plaudendo alle recenti decisioni del Consiglio europeo di dotare la UE di una capacità di reazione rapida per le missioni di gestione delle crisi internazionali, in particolare con la creazione di gruppi di battaglia composti di 1500 unità dispiegabili con pochissimo preavviso;

(xii) Sottolineando gli sforzi della NATO per aumentare il dinamismo delle forze a sua disposizione con la creazione della Forza di reazione rapida (NRF), con avanzate dotazioni tecnologiche;

(xiii) Convinta che queste due iniziative potranno avere successo solo se rispondono a requisiti molto rigorosi nel settore dell'intelligence e dell'elaborazione dati, fra cui capacità di C4ISR (comando, controllo, comunicazioni, computer, intelligence, sorveglianza e ricognizione) e il ricorso a sistemi di comunicazione e osservazione dispiegati nello spazio;

(xiv) Considerando che, vista l'entità delle sfide economiche, militari, industriali e tecnologiche, tali requisiti potranno essere soddisfatti in modo efficace solo con un rafforzamento della cooperazione europea;

(xv) Prendendo nota dell'opinione secondo cui tale problematica dovrebbe essere oggetto di un ampio dibattito non solo fra i governi e l'industria ma anche nei parlamenti nazionali che votano i bilanci della difesa, al fine da ottenere il sostegno e l'approvazione dei contribuenti ed elettori europei,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO CHIEDA AGLI STATI MEMBRI DELLA UE DI AGIRE NEL QUADRO DELLA UE PER

1. Creare in tempi brevi uno stretto legame tra l'Agenzia europea della difesa, che dovrebbe avere una propria divisione spaziale, e l'Agenzia spaziale europea, al fine di affrontare le questioni specifiche attinenti ai sistemi dispiegati nello spazio per la PESD;

2. Sviluppare una politica di interoperabilità e di scambio delle capacità fra i sistemi europei esistenti di osservazione e telecomunicazione nello spazio;

3. Migliorare la reattività del Centro satellitare della UE (Torrejón) dotandolo di una cellula militare adeguata;

4. Studiare la possibilità di utilizzare i sistemi di osservazione spaziale per la sorveglianza delle frontiere, soprattutto nelle zone marittime, al fine di contrastare l'immigrazione illegale e il traffico di stupefacenti;

5. Sostenere attivamente il sistema Galileo e, più in particolare, definire quali servizi dovrà fornire alla PESD, oltre a organizzare il finanziamento del servizio pubblico regolamentato (PRS);

6. Istituire una politica per il mantenimento a lungo termine della capacità autonoma di lancio di satelliti europea;

7. Sostenere gli sforzi per sviluppare la cooperazione europea nel campo dei sistemi spaziali, in particolare mediante i programmi di dimostratori tecnologici in atto (sorveglianza elettronica, *early warning*, collegamenti laser ecc.);

8. Sviluppare questi programmi per sistemi spaziali per la PESD al fine di conferire all'Unione europea gli strumenti necessari ad ottenere informazioni in modo autonomo, su cui basare le proprie decisioni a fronte di crisi, conformemente all'Obiettivo globale 2010.